

FONDEMENTS ET CONTENU DES RESTRUCTURATIONS FACE A LA CRISE ÉCONOMIQUE EN TUNISIE

UNE ANALYSE CRITIQUE

Mahmoud BEN ROMDHANE

Après une assez longue période de croissance soutenue, de stabilisation, voire de réduction du chômage, d'amélioration du niveau de vie de la population et d'aisance financière, la Tunisie traverse depuis quelques années une situation pour le moins "difficile" : chute de son taux de croissance, montée rapide du chômage, détérioration sensible du pouvoir d'achat de ses habitants (ses salariés en particulier), endettement frisant parfois l'insolvabilité.

Niée jusqu'à un passé récent, la "crise" est aujourd'hui officiellement reconnue.

Mais la reconnaissance par tous de l'existence d'une "crise" économique ne préjuge pas d'une unanimité quant à la détermination de sa nature et de ses causes. Car, si du côté des instances financières internationales (Fonds Monétaire International et Banque Mondiale) et des pouvoirs publics tunisiens, il existe bien une représentation de la crise ou, plutôt, des déséquilibres macroéconomiques*, il reste qu'une (ou d'autres) représentation(s) de la crise sont possibles.

Le débat sur la nature de la crise pourrait paraître académique, voire oiseux. A nos yeux, il présente, au contraire, un enjeu politique majeur dans la mesure où le diagnostic établi – la représentation que l'on se fait de la crise – débouche sur une conception de l'issue à la crise, en un mot, une politique économique alternative.

Le présent travail se veut une contribution à ce débat.

Il est divisé en quatre parties :

— une première partie préliminaire dans laquelle seront rapidement présentées les manifestations essentielles de la crise, telles qu'elles appa-

(*) Dans la conception de la Banque Mondiale et de l'Administration tunisienne, l'analyse n'est pas conduite en termes de crise mais en termes de «déséquilibres macroéconomiques». la différence n'est pas une simple différence d'appellation; elle renvoie à une différence plus fondamentale de l'appréhension des phénomènes. La troisième partie de ce travail explicitera ce point.

raissent au cours de l'été 1986, date de la mise en oeuvre du Plan d'Ajustement Structurel,

- une deuxième partie dans laquelle sera présentée la représentation officielle et libérale de la situation économique que nous soumettrons ensuite à une analyse critique,

- une troisième partie dans laquelle sera proposée une représentation alternative en termes de crise,

- une quatrième partie qui comporte une tentative d'évaluation de deux années d'application des thérapeutiques préconisées par les instances financières internationales.

I. - LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE A LA VEILLE DE L'ENTRÉE EN APPLICATION DU PLAN D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

A la veille de l'entrée en application du Plan d'Ajustement Structurel (été 1986), les signes exprimant l'entrée en crise sont nombreux. Ceux qui nous semblent les plus significatifs sont :

- *la réduction sensible de la croissance du P.I.B.* dont le taux réel par habitant est tombé à 0,3 % par an entre 1982 et 1986 (au cours des deux années 1982 et 1986, il a même été négatif, se situant respectivement à - 2,6 % et - 4,2 %) contre une moyenne de 6,3 % entre 1971 et 1975 et de 3,6 % entre 1976 et 1981.

- *L'aggravation du chômage* dont le taux atteint, pour les personnes âgées de 15 à 59 ans : 15 % en 1986 contre 11,4 % en 1980. Face à une demande additionnelle d'emplois de 65 000 par an, les créations plafonnent à une moyenne de 40 000.

- *La réduction du pouvoir d'achat des salariés* qui atteint 15 à 20 % entre 1983 et mi-1986.

- *Le recul des investissements* de 0,3 % par an entre 1982 et 1986 (au cours des années 1985-1986, ils régressent respectivement de 8,3 % et de 18,3 %), contre une croissance moyenne de 7,1 % entre 1976 et 1981 et de 11,8 % entre 1971 et 1975.

- *Le recul de la productivité du travail*, laquelle, après avoir connu un taux annuel de 5,5 % entre 1971 et 1975 et de 1,9 % entre 1976 et 1981, se situe à 0,6 % depuis 1982 malgré une intensification rapide de l'investissement, qui porte le coût de création d'un emploi, en dinars constants 1980, de 14 800 entre 1973 et 1976 à 23 000 entre 1977 et 1981 et à 27 200 entre 1982 et 1985.

- *La détérioration sensible et continue du rendement du capital*(1) qui tombe d'une moyenne de 52,4 % entre 1971 et 1976, à 46,7 % entre 1977 et 1981 et à 36,6 % entre 1982 et 1986.

(1) Le rendement du capital est mesuré par le rapport Valeur ajoutée/Stock de capital.

— *La crise des paiements extérieurs* que reflètent trois ratios significatifs :

• *Le taux d'endettement* (qui mesure le rapport Dette/P.N.B.) qui atteint 59,5 % en 1986 contre 38 % en 1981 et 32 % en 1976.

• *Le coefficient du service de la dette* (mesuré par le rapport Service de la dette/Recettes en devises nettes d'importations d'énergie) qui atteint 30,4 % en 1986 contre 16,7 % en 1981 et 11,3 % en 1976.

• *Le ratio Service de la dette/Emprunts extérieurs* qui est passé de 57,6 % entre 1973 et 1976 à 64,5 % entre 1977 et 1981 et 95 % entre 1982 et 1986; ce qui signifie que 95 % des emprunts sont destinés à rembourser la dette.

Pour compléter ce tableau des paiements extérieurs, il convient d'ajouter *l'assèchement de nos réserves en devises*, représentant 140 jours d'importations de biens et services en 1973 et une quarantaine de jours encore au début des années 1980. Ces réserves fluctuent au jour le jour autour d'un volume dérisoire. Au cours de l'année 1986, elles ont été, certains jours *négatives*, obligeant l'Etat à recourir à des emprunts à très court terme (parfois la semaine) sur le marché financier international pour régler des importations commandées plus tôt ou rembourser des dettes venues à échéance.

Imperceptible au début des années 1980, la crise est devenue patente pour l'ensemble des agents sociaux en 1986. Elle touche durement les salariés dont le pouvoir d'achat s'érode sensiblement, la jeunesse dont les effectifs au chômage sont de plus en plus nombreux, les entreprises dont l'approvisionnement n'est même plus assuré.

II. — LA REPRÉSENTATION OFFICIELLE ET LIBÉRALE DE LA CRISE

A. — LE FONDEMENT DE LA RESTRUCTURATION

Il a fallu attendre le départ de M. Mzali du Premier Ministère pour enregistrer un changement de discours au niveau des instances de l'Etat. En effet, après avoir longtemps décrié les oiseaux de mauvais augure "noircissant à dessein l'état de santé de notre économie", le discours officiel a changé de ton au cours du second semestre 1986. La détérioration sensible de la situation est désormais reconnue et, depuis le discours-programme du Gouvernement en date du 19 août 1986, l'opinion publique a pris connaissance de la représentation officielle de la crise et de la thérapeutique envisagée pour y mettre fin.

Il y a lieu de souligner que ce diagnostic et ces mesures de "redressement" sont une reprise quasi-intégrale du diagnostic et des recommandations formulées par le professeur Bela BALASSA pour le compte de la Banque Mondiale en septembre 1985(2).

(2) Voir *Journal de l'Economie Africaine* n° 70 du 26 septembre 1985 et n° 71 du 10 octobre 1985.

Il faut reconnaître que l'étude de ce dernier, — parce que s'embarassant peu de formules édulcorées, peut-être aussi parce que l'auteur est un universitaire doté d'un remarquable esprit de synthèse — constitue une référence précieuse pour qui veut saisir les fondements de la restructuration inscrite dans la nouvelle politique économique.

C'est pourquoi, plutôt que d'examiner le discours-programme du Gouvernement, fortement dilué et moralisateur, nous porterons notre attention sur celui de la Banque Mondiale(3).

Pour le Pr. Bela BALASSA, la "détérioration de la situation macroéconomique" réside dans deux facteurs-clés :

— l'augmentation des dépenses (consommation et investissements) publiques et privées à un rythme plus rapide que celui du PIB (ce dernier n'a augmenté que de 3,4 % par an entre 1981 et 1984 alors que les premières ont augmenté de 4 % par an au cours de la même période).

— le recul de la progression des exportations, le recul en question étant mis sur le compte, d'une part, de la surévaluation du taux de change du dinar par rapport aux principaux pays partenaires et concurrents, et d'autre part, de la protection excessive dont ont bénéficié les produits tunisiens.

A partir de cette analyse et d'un postulat implicite mais fondamental (l'Etat et le secteur public sont générateurs de dysfonctionnements et de mauvaises allocations des ressources; seul le marché permet une allocation optimale de ces dernières), l'auteur aboutit à une série de recommandations que l'on peut regrouper ainsi :

1. Une compression de la demande par le biais

1.1. — d'une réduction des investissements publics, l'arrêt des recrutements et le gel des salaires dans la Fonction Publique, l'élimination progressive des subventions aux produits de grande consommation;

1.2. — d'une restriction du crédit et d'un relèvement des taux d'intérêt.

2. Un encouragement aux exportations par le biais

2.1. — d'une dévaluation du dinar de 10 %;

2.2. — d'une déprotection progressive, mais rapide, de l'économie afin de "diminuer le coût économique de la protection et d'atténuer la discrimination contre les exportations", l'objectif étant d'aboutir, à moyen terme, à la libération totale des importations non seulement des biens d'équipement, matières premières et demi-produits mais aussi des biens de consommation;

2.3. — d'incitations diverses aux exportateurs (exemption des bénéfices de la patente...).

(3) "L'évolution de la protection et des incitations aux activités économiques en 1977, 1980 et 1983". *Cahiers de l'IEQ*, n° 2, mars 1986.

3. Une réduction du poids de l'Etat par une réduction de ses dépenses grâce à la mesure 1.1 et de ses recettes grâce aux mesures 2.2 et 2.3, mais aussi parce que le renchérissement des biens importés par suite de la dévaluation sera compensé par une réduction des taxes et formalités douanières.

B. — EXAMEN CRITIQUE DU FONDEMENT DE LA RESTRUCTURATION

Le rapport du Pr Bela BALASSA peut être décomposé en trois parties : la première est constituée par le diagnostic général, la deuxième par les remèdes à portée générale et la troisième se compose de mesures particulières.

Avant de procéder à un examen minutieux du diagnostic établi et des remèdes proposés dans leurs fondements économiques et idéologiques, nous commencerons par examiner la rigueur logique de la démonstration du Pr Bela BALASSA. Par "rigueur logique de la démonstration", nous entendons, outre sa capacité à mettre à nu des problèmes *réels et déterminants*, sa capacité à en déduire de manière rigoureuse les thérapeutiques appropriées. En d'autres termes, les remèdes qu'il propose sont-ils logiquement déduits de son diagnostic ?

Ce que nous allons essayer de démontrer, c'est que :

- 1) Le diagnostic met à nu des problèmes *réels*;
- 2) Seule une partie des remèdes proposés découle logiquement du diagnostic;
- 3) La troisième partie (les mesures particulières) ne découle pas du diagnostic, elle est même parfois contradictoire avec celui-ci et, enfin, elle est fortement idéologique;
- 4) Le diagnostic met à nu des problèmes *réels mais non déterminants*.

1. Le diagnostic met à nu des problèmes réels

Même si le Pr. BALASSA ne parle pas de crise mais de "détérioration de la situation macro-économique", son diagnostic a la qualité de la clarté : l'explication de ces résultats est due, non pas à la mauvaise conjoncture internationale mais à la *mauvaise performance des exportations tunisiennes*. Celles-ci sont expliquées à leur tour par deux éléments essentiels : d'une part la surévaluation du dinar, d'autre part, la protection effective excessive, discriminante vis-à-vis des exportations.

Il est vrai que les exportations tunisiennes de biens et services ont régressé de 2,8 % par an entre 1981 et 1984 mais encore convient-il de nuancer car, en effet, cette baisse est imputable, essentiellement, au poste hydrocarbures. Il s'agit de savoir si, face à la crise qui a frappé les économies des pays partenaires de la Tunisie, à la montée du protectionnisme et à la stagnation du commerce mondial, les pays concurrents ont pu réaliser de meilleures performances.

En tout état de cause et même si cela n'était pas le cas, les exportations tunisiennes ont reculé et face à la crise de ses paiements extérieurs et à la

nécessité d'importer les biens d'équipement, indispensables pour l'édification de son économie, la Tunisie doit compter sur une amélioration de ses exportations; c'est pourquoi le problème des exportations nous semble un problème réel.

Ce point étant admis (mais nuancé), qu'en est-il de ses éléments explicatifs : la surévaluation du dinar et la protection effective excessive ?

La surévaluation du dinar par rapport aux pays concurrents, tout d'abord. La question qui se pose est de savoir si à cette compétition des dévaluations (proposées le plus souvent par le FMI et la Banque Mondiale), les pays du Tiers-Monde (confrontés à des difficultés de balance de paiement aiguës) ne vont pas saigner leurs populations pour offrir à bas prix des produits au reste du monde. Toujours est-il que ce type de bataille ne se mène pas de façon isolée et que, dans le contexte des rapports de forces prévalant aujourd'hui, le dinar apparaît surévalué.

La protection effective "excessive" ensuite. L'étude réalisée par l'Institut d'Economie Quantitative⁽³⁾ vient corroborer les critiques formulées par le Pr BALASSA dans la mesure, où l'on assiste à une augmentation rapide du taux de protection entre 1977 et 1983. Pour les produits de substitution aux importations, le taux de protection effective (comprenant les subventions sur les intrants et les autres incitations) atteint 87 % en 1983.

On peut donc dire que, tant au niveau de la "mauvaise performance des exportations que de la "surévaluation du dinar" et de la protection effective "excessive", le diagnostic du Pr. BALASSA met à nu des problèmes réels, logiquement inter-reliés.

Mais les remèdes proposés découlent-ils de ce diagnostic ?

2. Seule, une partie des remèdes proposés découle logiquement du diagnostic

Trois grandes mesures à portée générale sont préconisées par le Pr BALASSA : une dévaluation du dinar de 10 % d'une part, une réduction compensatoire des droits et taxes douaniers, d'autre part, et enfin, au niveau budgétaire, une réduction des dépenses publiques pour éponger le déficit supplémentaire de 29 millions de dinars occasionné par les deux premières mesures.

Les deux premières mesures nous semblent correctement articulées au diagnostic : en effet, la première permettrait de rendre plus concurrentiels les produits tunisiens à l'extérieur, la deuxième contribuerait à limiter la protection effective "excessive" dont est entouré le marché local et inciterait les entreprises à s'orienter davantage vers l'exportation.

Le problème se pose au niveau de la troisième mesure : la réduction des dépenses budgétaires pour éponger le déficit engendré par ces deux mesures, plutôt que le recours à une augmentation des impôts et taxes. L'argument avancé ici est purement "normatif" : "le taux de pression fiscale en Tunisie est parmi les plus élevés dans les pays en développement... En même

temps, il a été démontré qu'une pression fiscale élevée a des effets défavorables sur les activités productrices".

Il y a lieu de souligner que ces affirmations ne constituent, au mieux, qu'une thèse, celle de l'Ecole de l' "Economie de l'offre" en vogue aux Etats-Unis depuis l'arrivée de R. Reagan au pouvoir. La doctrine "supply-side" ("du côté de l'offre") prend le contrepied exact de deux messages de la pensée keynésienne : à savoir, d'une part, que l'Etat doit prendre soin, par ses interventions, des échecs économiques du marché, de la production des services sociaux essentiels et de la redistribution des revenus; qu'il doit assurer, d'autre part, le maintien du plein emploi des ressources par une politique macroéconomique, monétaire et budgétaire, de régulation de la conjoncture. La stratégie de l' "économie de l'offre" est de diminuer simultanément les impôts directs sur les personnes et sur les entreprises, et les dépenses publiques. Selon ces "théoriciens", il devrait en résulter une relance rapide de l'investissement pour les raisons suivantes : les ménages, devant arbitrer du temps de loisir contre du temps de travail, augmenteront leur offre de travail puisque le revenu marginal du travail sera accru; l'offre d'épargne s'accroîtra également grâce à l'allègement fiscal, qui diminuera le coût marginal de l'épargne relativement à celui de la consommation; et l'investissement augmentera aussi, en réponse à l'amélioration de son rendement marginal.

Ce point théorique est important car c'est à partir de lui que le Rapport de la Banque Mondiale justifie les mesures anti-sociales consistant à réduire l'emploi et geler les salaires dans l'Administration et comprimer les subventions pour les produits de consommation de base.

3. Les mesures particulières proposées ne découlent pas du diagnostic et sont parfois même en contradiction avec celui-ci

Nous ne passerons pas toutes les mesures mais seulement quelques-unes d'entre elles à titre sélectif.

Sous la rubrique "*Incitations à l'exportation*", il est proposé de supprimer le contrôle des prix à l'exportation et de permettre aux exportateurs de vendre au coût marginal sans obligation de grever ces prix par les coûts fixes. Il s'agit de savoir s'il faut encourager les exportations sur des bases "saines" ou de brader les richesses du pays ? N'est-ce pas là une incitation au "dumping", contraire aux règles fondamentales du libre-échange ?

Sous la même rubrique, il est proposé de permettre aux entreprises exportatrices relevant de la loi d'avril 1972 (principe de l'extra-territorialité), de vendre sur le marché national leurs produits ainsi que leurs déchets. La question est de savoir si on veut encourager les exportations ou les importations puisque la quasi-totalité des inputs de ces entreprises sont importés.

Jusqu'ici, nous avons admis la représentation Banque Mondiale de la crise. Nous avons également admis que le diagnostic met à nu des problèmes réels et notre analyse critique a porté essentiellement sur l'adéquation entre

le diagnostic et les remèdes proposés. D'une certaine manière, notre critique a été jusqu'ici une critique d' "ordre interne".

Dans le paragraphe ci-après, nous quittons le moule dans lequel nous nous sommes coulé pour tenter de fonder une "critique externe". Dans ce cadre, la thèse que nous allons essayer de démontrer est que :

4. Le diagnostic met à nu des problèmes réels mais non déterminants

Le Gouvernement tunisien a adhéré au diagnostic établi par le Pr. BALASSA et s'attelle à la mise en oeuvre des grandes mesures préconisées par celui-ci. C'est ainsi que :

— une dévaluation officielle de 10 % est entrée en application à compter du 19 août 1987, sans compter les pertes de parité du dinar opérées par glissements successifs. En fait, par rapport aux principales monnaies, l'ajustement du taux de change s'est établi ainsi :

Cours des principales devises côtées
à la Banque Centrale de Tunisie (cours achat)

Monnaies	Décembre 1985			Août 1986		Août 1987	
	Unité	Cours	Perte de parité	Cours	Perte de parité*	Cours	Perte de parité*
Dollar U.S.	1	0,7532	—	0,8558	-13,6 %	0,8368	-11,1 %
Franc français	10	0,9978	—	1,2730	-27,6 %	1,3822	-38,5 %
Lire italienne	1 000	0,4480	—	0,6039	-34,8 %	0,6371	-42,2 %
Yen japonais	1 000	3,7547	—	5,4926	-46,3 %	5,8844	-56,7 %
Deutsche Mark	10	3,0599	—	4,1734	-36,4 %	4,6138	-50,8 %

* Perte de parité par rapport à décembre 1985.

L'ajustement du taux de change du dinar a donc été bien au-delà des recommandations du Pr BALASSA puisque par rapport aux monnaies des principaux pays partenaires de la Tunisie, la perte de parité du dinar s'élève, en août 1986, à une moyenne de 30 % par rapport à décembre 1985 et à 40-50 % en août 1987 par rapport à la même période;

— sur le plan des prix, la libéralisation porte, en 1987, sur 60 % des produits industriels et, fin 1988, cette proportion atteindra 66 %;

— au niveau du commerce extérieur, d'une part, la libéralisation des importations a porté à 47 % en 1987 (contre 24 % en 1986) la proportion des importations soumises au régime libéral et, fin 1988, cette proportion sera portée à 67 %; d'autre part, la déprotection du marché intérieur s'effectue par le biais du plafonnement des droits de douane à 50 % en 1987 et à 41 % en 1988, l'objectif étant de parvenir à l'horizon 1991, à un taux de protection effective de 25 % en moyenne;

— le poids de l'Etat s'est progressivement réduit comme en témoigne la diminution de la pression fiscale et de l'intervention budgétaire :

	1984	1985	1986	1987	1988
Dépenses totales de l'Etat (1)	1 789	2 863	3 002	3 092	3 366
Service de la dette (2)	383	426	627	736	794
Dépenses nettes de l'Etat (3)	2 415	2 437	2 375	2 356	2 572
P.I.B. (4)	6 240	6 910	7 025	7 935	8 670
Part des dépenses totales de l'Etat / P.I.B. (1)/(4)	44,8 %	41,4 %	42,7 %	39,0 %	38,8 %
Part des dépenses nettes de l'Etat / P.I.B. (3)/(4)	38,7 %	35,3 %	33,8 %	29,7 %	29,7 %
Pression fiscale (= Recettes fiscales / P.I.B.)	23,5 %	22,7 %	23,1	20,5 %	19,9 %
Investissement directs de l'Etat	475	457	401	340	331

N.B. Les données sont libellées en dinars courants.

Cette réduction a été rendue possible, comme le préconisait le Pr. BASSA, grâce au gel des salaires nominaux et à une limitation drastique des recrutements dans l'Administration ainsi qu'à la compression des investissements de l'Etat;

— au niveau monétaire, un contrôle strict du crédit a été mis en place⁽⁴⁾ et les taux d'intérêt ont été sensiblement relevés alors qu'on assiste depuis 1985 à un ralentissement du taux d'inflation par rapport au début des années 1980 :

Évolution du taux de l'intérêt

	du 1/1/1981 au 21/4/1985	du 22/4/1985 au 31/12/1986	du 21/1/1987 au 25/11/1987
Taux du découvert bancaire	11,5 %	14,0 %	16,0 %
Taux d'intérêt à moyen terme	10,9 %	12,7 %	14,9 %
Taux d'inflation annuel moyen	10,0 %	6,7 %	7,2 %

— enfin, de multiples mesures et avantages ont été consentis en faveur des exportations.

Comme nous l'avons vu, le rapport de la Banque mondiale fait reposer la "détérioration de la situation macro-économique" de la Tunisie sur deux causes essentielles : un accroissement de la demande intérieure (consomma-

(4) Récemment, un aménagement a été introduit (réduction de près de 60 % de la Taxe sur les Prestations de Services, suppression de la commission bancaire de 0,5 points sur les découverts, réduction du taux du marché monétaire de 0,5 points), de sorte que le coût du crédit a été réduit de 1,5 points à 2,2 points selon la catégorie de crédit.

tion + investissements) plus rapide que la production et un recul des exportations tandis que les importations ont continué de s'accroître entre 1981 et 1984.

Or, depuis 1985, la situation s'est, de ce point de vue, largement "redressée" et si l'on prend en considération l'ensemble de la période 1981-1987, on obtient un tableau différent, voire opposé :

Évolution comparée des exportations et des importations,
de la demande intérieure et du P.I.B. (en millions de dinars constants 1980)

Années	Exportations		Importations		Demande intérieure		P.I.B.	
	Montant	Taux de variation	Montant	Taux de variation	Montant	Taux de variation	Montant	Taux de variation
1981	1 474		1 825		4 035		3 736	
1982	1 372	- 6,9%	1 841	+ 0,9	4 197	+4,0 %	3 733	
1983	1 391	+ 1,4%	1 808	- 1,8%	4 334	+3,3 %	3 917	+4,9 %
1984	1 422	+ 2,2%	1 902	+ 5,2%	4 595	+6,0 %	4 115	+5,0 %
1985	1 469	+ 3,3%	1 654	-13,0 %	4 533	-1,3 %	4 346	+5,7 %
1986	1 545	+ 5,2%	1 620	- 2,1%	4 352	-4,0 %	4 276	-1,6 %
1987	1 735	+12,3 %	1 587	- 2,0%	4 364	+0,3 %	4 512	+5,5 %
Moyenne 1981-1984		- 2,7%		+ 0,7%		+4,1 %		+2,4 %
Moyenne 1984-1987		+ 5,4%		- 7,8%		-2,0 %		+3,2 %
Moyenne 1981-1987		+ 0,3 %		- 1,4%		+2,5 %		+3,0 %

Depuis 1985, en effet, les importations diminuent considérablement tandis que les exportations augmentent rapidement (le taux de croissance annuel des exportations de biens et services de 5,4 % ne reflète que partiellement les performances en la matière car les quantités de pétrole exportables n'ont cessé de diminuer) de sorte que, sur l'ensemble de la période 1981-1987, les exportations (malgré le recul notable du poste hydrocarbures) ont accusé une augmentation de 0,3 % tandis que les importations ont diminué de 1,4 %.

Quant à la demande intérieure (autre source de la détérioration de la situation macroéconomique selon les termes du rapport de la Banque Mondiale), elle a accusé une chute de 2 % en moyenne par an entre 1985 et 1987 tandis que le PIB s'est accru, durant la même période de 3,2 % par an. Sur l'ensemble de la période 1981-1987, la demande intérieure a donc crû à un rythme inférieur à celui du PIB (2,5 % par an contre 3,0 %).

Dans ce contexte, caractérisé par la mise en oeuvre des recommandations du rapport du Pr. BALASSA et d'un "redressement de la situation macroéconomique" (si l'on adopte le point de vue de l'auteur) quelle sera la situation économique dans les années à venir ?

Selon les prévisions du Ministère du Plan (fondées, il faut le souligner, sur des hypothèses extrêmement optimistes), le taux d'endettement atteindra, en 1991, 56,4 % du PIB, le service de la dette absorbera 29,3 % de nos recettes courantes, le taux de chômage atteindra 19,0 % et le pouvoir d'achat des salariés continuera de se détériorer. C'est donc dire que par rapport à 1984 – année de référence du Rapport de la Banque Mondiale – *la situation économique générale va empirer* puisque, rappelons-le, ces trois taux se situaient respectivement à 50,1 %, 22,1 % et 14 %.

En définitive, malgré l'introduction des réformes préconisées par le Pr. BALASSA, malgré le renversement de tendance enregistré depuis 1985 dans la relation exportations-importations et demande intérieure-PIB, malgré des hypothèses extrêmement optimistes pour les années à venir, la situation économique, sociale et financière de la Tunisie, ne connaîtra pas d'amélioration, bien au contraire. Peut-on, dans ces conditions, considérer sérieusement que le diagnostic consistant à rechercher les causes de la crise dans l'accroissement "rapide" de la demande intérieure et dans les performances médiocres des exportations tunisiennes parvient réellement à rendre compte de la crise ?

Mais si la représentation officielle et libérale n'est donc pas pertinente, est-il possible de lui opposer une analyse alternative plus rigoureuse ?

C'est ce que nous avons tenté en essayant d'obéir aux exigences méthodologiques d'une analyse en termes de *crise*.

III. – POUR UNE REPRÉSENTATION ALTERNATIVE EN TERMES DE CRISE

La "détérioration des agrégats macro-économiques" *ne définit pas* la crise, elle ne fait que *l'exprimer*.

L'analyse en termes de crise présuppose un recul historique et est soumise à un certain nombre d'exigences méthodologiques, dont les plus essentielles sont :

- d'une part, l'endogénéité;
- d'autre part, la capacité à expliquer l'opposition *datée d'états de stabilité (stabilité de la croissance, permanence d'un procès d'accumulation de nature donnée) et d'états de crise*, comme le souligne le Professeur G. de BERNIS.

L'endogénéité

"L'exigence d'endogénéité a un contenu précis. Il ne s'agit pas de décider que la crise trouve son explication dans le champ d'un économique défini arbitrairement, mais de définir le champ sur lequel nous travaillons de sorte qu'il contienne l'ensemble des forces qui jouent un rôle (actif ou passif) dans la crise. A la limite, si les tâches solaires jouent un rôle dans la conjoncture

agricole et si celle-ci est décisive dans la crise, je dois considérer l'éco-système au sein duquel les tâches solaires elles-mêmes s'expliquent"(5).

Ce point est extrêmement important car de la définition du champ sur lequel nous voulons travailler dépend notre vision des contradictions et notre orientation "intellectuelle". Pour être plus précis, le champ économique qui sera l'objet de nos investigations est la Tunisie. Cela veut dire que c'est à partir d'elle – et non de l'accumulation à l'échelle mondiale – que nous allons définir les "forces qui jouent un rôle dans la crise". Ceci signifie que si nous considérons que la théorie de l'accumulation à l'échelle mondiale a réellement ouvert des perspectives fécondes en montrant que le sous-développement est un phénomène historique, qu'il est le fruit d'une accumulation mondiale au travers de laquelle les économies capitalistes développées se sont soumise – par voie violente – le reste du globe, lui ont extrait ses richesses, ont déstructuré son espace économique et social, en un mot, l'ont "sous-développé", nous considérons qu'il n'en existe pas moins des Etats-nations "condensateurs-régulateurs" des contradictions qui animent leur formation sociale(6).

Dater l'entrée en crise

"L'exigence de l'explication de l'opposition datée de périodes de stabilité structurelle (du mode de régulation, du système productif, du processus d'accumulation) et de processus de crise, nous dit G. de BERNIS, n'a pas un caractère méthodologique moins précis. Bien entendu, cette seconde exigence n'exclut pas la première : l'endogénéité implique que les causes de la crise soient présentes durant la période de reproduction élargie.

... La reproduction élargie serait le résultat d'une combinaison de variables, efficace sur une période, quoique ces variables aient des rythmes ou des types d'évolution différents dans le temps. La crise survient quand ces évolutions donnent aux différentes variables des valeurs (ou des comportements) trop éloignées de leurs valeurs (ou de leurs comportements) d'origine. Ce n'est pas autre chose que d'en venir au concept de "correspondance". Lorsque, sous la pression des forces qui les meuvent, les variables déterminantes

(5) G. De Bernis : "De quelques questions concernant la théorie des crises". *Revue Economies et Sociétés*, n° 25 H.S., pp. 1277-1329.

(6) A notre sens, l'Ecole de la dépendance mettant l'accent sur la relation économique Centre-périphérie n'a pas été en mesure d'intégrer l'action des agents sociaux des formations sociales "sous-développées". La structure sociale de celles-ci est considérée comme façonnée par le Centre et les luttes sociales n'y peuvent être productrices d'Histoire, de changement tant que reste inchangé le rapport fondamental de dépendance vis-à-vis du Centre. Nous retrouvons là la vision structurelle en vertu de laquelle le "dépassement" d'une contradiction interne (la contradiction entre classes ou, plutôt, entre agents sociaux pour utiliser un concept moins entaché d'économisme, au sein d'une formation sociale) ne se résoud qu'en dehors d'elle (la F.S.). Comme le faisait remarquer Lucien Sève dans sa polémique avec Maurice Godelier dans "méthode dialectique et méthode structurelle", on aboutit à la conclusion que la "solution d'une contradiction interne n'est pas interne, elle passe par la médiation d'une structure externe" (ici l'accumulation à l'échelle mondiale). Les contradictions entre les agents sociaux au sein d'une F.S. périphérique peuvent "bouillir", il n'en sortira pas de solution s'il n'y a pas de modification du rapport Centre-Périphérie de dépendance. Ainsi est-on conduit à passer sous silence le rôle des acteurs sociaux comme dénouement de la contradiction des rapports sociaux, culturels... mais aussi comme condition décisive du dénouement de l'autre contradiction entre le Centre et la Périphérie.

peuvent se correspondre, elles se combinent aisément et le système est capable de croître rapidement. On le dirait alors mû par une "énergie" puissante. Mais évoluant chacune selon leur propre loi au cours du temps, ces variables se correspondent de moins en moins et leur combinaison devient sans cesse moins aisée, plus coûteuse. On dirait qu'elle prélève une part de plus en plus grande de l'"énergie" du système pour pouvoir se maintenir de telle sorte que vient inévitablement le moment où le système n'a plus assez d'"énergie" pour entretenir sa capacité d'élargissement : alors, la stabilité structurelle du procès de reproduction élargie et le système entrent en crise. A l'image de l'"énergie" qui s'épuise, on peut substituer celle du "désordre" croissant et d'un seuil au-delà duquel "l'ordre" initial ne peut plus être maintenu ni rétabli"(7).

C'est en respectant ces deux exigences méthodologiques fondamentales que nous développerons notre représentation alternative de la crise en essayant de démontrer :

1. - qu'elle est d'abord une crise de rentabilité des investissements (ou du capital) dont les premiers signes apparaissent dès le milieu des années 1970.

2. - qu'elle est ensuite la crise d'une économie de moins en moins intégrée ayant progressivement perdu sa capacité d'importation.

A. - LA CRISE : UNE CRISE DE RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS

Au cours des années 1970, la Tunisie avait l'un des dix plus forts taux de croissance du monde. Au moment où la crise sévissait un peu partout, sauf dans les pays gros exportateurs de pétrole et dans quelques rares "nouveaux pays industrialisés", l'économie tunisienne connaissait une croissance annuelle supérieure à 7 % et les organisations financières internationales la présentaient comme un exemple à imiter.

Et pourtant, après une première période réellement euphorique, des signes d'affaiblissement commençaient à faire leur apparition à partir du milieu des années 1970. Ces signes, encore imperceptibles mais profonds, révélaient un essoufflement de productivité aussi bien du travail que des investissements.

En effet, la première quinquennie 1971-1975 est caractérisée par une progression rapide du PIB (+ 8,8 % par an) mais aussi une productivité du travail(8) se situant à 5,5 % en moyenne et une évolution positive du rendement du capital(9) (+ 1,1 % par an).

Toutefois, à partir de 1976, et ce, jusqu'en 1981, le PIB va, certes, poursuivre sa croissance, mais à un rythme moins rapide (6,1 % par an en

(7) G. De Bernis, *ibid.*

(8) Faute de données disponibles sur la durée du travail et son évolution, la productivité du travail est définie par le rapport Valeur ajoutée/Nombre de salariés.

(9) Le rendement du capital est défini par le rapport Valeur ajoutée/Stock de capital.

moyenne), d'autre part, la productivité du travail ne se situe plus qu'à un niveau médiocre (+ 1,9 %) et, enfin, ce qui est plus grave, le rendement du capital connaît une évolution négative (- 1,4 % par an). Cet essoufflement du rendement du capital affecte tous les secteurs économiques (voir graphiques ci-après et tableau page 163), sauf la branche hydrocarbures qui bénéficie de l'effet conjugué d'un accroissement de la production et, surtout, de la flambée des cours internationaux.

Indicateurs de performance et investissements
(Taux de croissance annuel à prix constants)

	1971-1975	1976-1981	1982-1986
PIB	+ 8,9	+6,1	+3,
Rendement du capital	+ 5,5	-1,4	-6,2
Productivité du travail	+ 5,5	+1,9	+0,6
Investissements	+11,8	+7,1	-0,6
Taux d'investissement	21,8	30,1	28,0

Le PIB continue de croître, bien que de façon moins soutenue, mais ceci n'est obtenu qu'au prix de gros efforts d'investissements : ceux-ci augmentent de plus de 7 % et le taux d'investissement, qui était inférieur à 22 %, dépasse les 30 %.

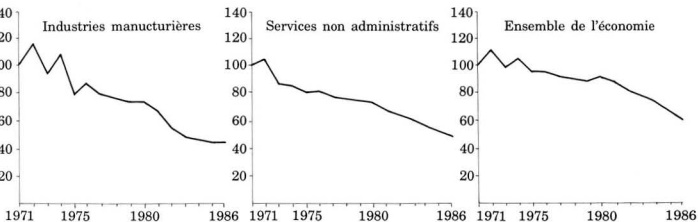
La productivité du travail avoisine les 2 % mais ce n'est qu'au prix d'une intensification notable de l'investissement; en effet, le coût de création d'un emploi passe, en dinars constants 1980, de 14 000 à 23 200 d'une période à l'autre.

Si donc la crise n'apparaît pas encore vraiment, c'est parce que l'effort d'investissement vient contrebalancer la perte de productivité du capital et du travail.

A partir du début des années 1980, cet effort ne pourra plus être poursuivi, bien au contraire. Malgré un recours effréné aux capitaux extérieurs (voir les pages suivantes), l'investissement finira par céder le pas, par reculer de 0,6 %. Au même moment, le rendement du capital enregistre une chute vertigineuse et la productivité du travail devient nulle ou presque (+ 0,6 % par an).

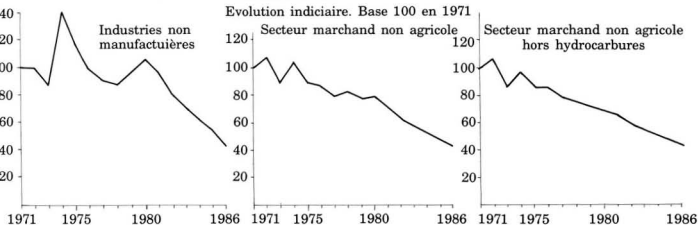
Le coût de création d'un emploi continuera à monter pour atteindre 27 400 dinars (toujours aux prix constants de 1980) : avec un volume d'investissement supérieur de 88 % à celui de la première moitié des années 1970, les emplois créés stagnent à une quarantaine de milliers par an alors qu'entre temps, la demande additionnelle d'emplois (après émigration) augmente de 60 % (64 000 par an contre 40 000 précédemment)(10).

(10) Il y a lieu de souligner qu'avant émigration la demande additionnelle était évaluée à environ 50 000 et que les 10 000 restants ont été absorbés par les départs à l'étranger au cours des années 1970.



TAUX DE RENDEMENT DU CAPITAL

Evolution indiciaire. Base 100 en 1971



Évolution du rendement du capital

Année	Ensemble de l'économie			Industries manufacturières			Industries non manufacturières			Services «productifs»*			Secteurs «productifs» non agric.		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1971	1 677	881	52,6	136	76	56,3	202	104	51,7	263	250	95,1	600	430	71,7
1972	1 803	1 068	59,2	154	102	65,8	220	113	51,2	309	308	99,8	683	522	76,5
1973	2 199	1 151	52,3	198	107	54,1	304	138	45,4	390	323	82,8	892	568	63,7
1974	2 802	1 548	55,2	252	154	61,3	368	265	72,0	513	417	81,3	1 132	837	73,9
1975	3 505	1 741	49,7	354	158	44,7	481	293	61,0	649	500	77,1	1 483	952	64,2
1976	3 885	1 933	49,8	414	202	48,9	554	284	51,3	701	546	77,9	1 668	1 033	61,9
1977	4 551	2 191	48,2	517	231	44,7	705	333	47,2	824	603	73,1	2 046	1 167	57,0
1978	5 304	2 484	46,8	646	275	42,5	844	380	45,0	949	687	72,4	2 439	1 342	55,0
1979	6 308	2 922	46,3	839	339	40,4	1 013	506	49,9	1 126	799	71,0	2 978	1 644	55,2
1980	7 431	3 541	47,6	1 017	417	41,0	1 249	684	54,8	1 326	931	70,2	3 592	2 033	56,6
1981	9 159	4 162	45,4	1 317	494	37,5	1 689	839	49,7	1 702	1 097	64,5	4 708	2 430	51,6
1982	11 293	4 788	42,4	1 717	536	31,2	2 271	937	41,3	2 154	1 313	60,9	6 142	2 786	45,4
1983	13 691	5 485	40,1	2 222	614	27,6	2 849	1 042	36,6	2 611	1 500	57,5	7 682	3 156	41,1
1984	16 450	6 241	37,9	2 769	733	26,5	3 546	1 170	33,0	3 148	1 672	53,1	9 462	3 575	34,8
1985	19 339	6 910	35,7	3 294	818	24,8	4 264	1 240	29,0	3 717	1 867	50,2	11 275	3 925	34,8
1986	22 417	7 025	31,3	3 860	922	23,9	4 997	1 105	22,1	4 338	1 963	45,2	13 195	3 990	30,0

1) Stock de capital en millions de dinars courants.

2) Valeur ajoutée en millions de dinars courants.

3) Rendement du capital (= (2)/(1)).

* Les services «productifs» comprennent les services non administratifs à l'exclusion du logement et des équipements collectifs.

Le chômage, qui était resté jusqu'ici contenu dans des limites tolérables (il a même reculé, passant, pour la population âgée de 15 à 59 ans, de 15 % en 1970 à 13 % en 1975 et 11,4 % en 1980), frappe de plus en plus en fort : il atteint 15 % en 1986.

**B. — LA CRISE : CRISE D'UNE ÉCONOMIE DE MOINS EN MOINS INTÉGRÉE,
AYANT PROGRESSIVEMENT PERDU SA CAPACITÉ D'IMPORTATION**

Le modèle d'accumulation relativement introverti des années soixante, a permis à l'économie tunisienne de réduire considérablement sa dépendance vis-à-vis des produits importés. Représentant 27 % en moyenne du PIB au début de la décennie, ces derniers n'en ont plus représenté que 21 à 22 % entre 1961 et 1972.

Les progrès accomplis de ce point de vue sont remarquables même si l'on ne sait pas, en l'absence de Tableau d'Echanges Intersectoriels (T.E.I.), si ces réductions relatives expriment une diminution des importations des biens de consommation finale ou, également des biens de consommation intermédiaire.

Avec l'instauration du nouveau modèle d'accumulation à partir des années 1970, on va assister à un processus tout à fait inverse : d'une moyenne d'environ 23 % jusqu'en 1973 le rapport Importations/PIB monte à une moyenne de 33,5 % entre 1973 et 1978 et dépasse les 39 % entre 1978 et 1985.

Il est vrai que la tendance à l'élévation de ce rapport est assez générale dans le Tiers Monde mais le niveau atteint par la Tunisie apparaît nettement surélevé. Une comparaison avec les pays d'Amérique Latine est, de ce point de vue, très éclairante :

Évolution du taux d'importation en Amérique Latine

	1960	1981
Argentine	10	10
Brésil	6	10
Chili	16	28
Colombie	16	16
Equateur	19	24
Mexique	12	15
Pérou	18	22
Vénézuéla	27	25
Moyenne de la région	15,5	18,7

Source : World Development Report.

En 1981, on peut dire que ce taux est, en Tunisie, le double de ce qu'il est en Amérique Latine.

L'augmentation rapide de ce rapport est due, en partie à une augmentation des importations de biens de consommation finale, mais aussi à une dépendance accrue de l'appareil économique dans ses inputs vis-à-vis des importations.

Les travaux effectués à partir des Tableaux d'échanges Intersectoriels (T.E.I.) fournissent les indications suivantes :

Évolution du contenu en importations

Importations en %	1971	1976	1979
du PIB total	13,8	19,6	25,4
de l'investissement	39,0	50,9	54,1
de la consommation intermédiaire	30,7	36,5	41,9
de la consommation finale	27,4	28,6	34,9

Source : "Le contenu en importations". Institut d'Economie Quantitative. Tunis 1984.

Bien que les données s'arrêtent en 1979 et ne mettent pas à nu la dégradation enregistrée au cours des années 1980, il n'en ressort pas moins qu'en l'espace de huit (8) ans, le système économique s'est rapidement désintégré : à tous les niveaux (valeur ajoutée, investissement, consommation intermédiaire, consommation finale), le recours croissant à l'importation devient une donnée fondamentale.

Face à la dépendance de plus en plus manifeste de l'appareil économique vis-à-vis des importations, l'économie tunisienne pouvait s'appuyer sur trois importantes sources de devises qui ont, elles aussi, progressé notablement : les revenus pétroliers, les transferts des travailleurs et, enfin, les revenus touristiques.

Taux de croissance annuel des principales ressources en devises (en dinars courants)

	1971-1975	1976-1981	1982-1986
Exportations nettes de pétrole	39,3 %	13,1 %	0 %
Recettes touristiques en devises	18,4 %	16,0 %	8,6 %
Revenus transférés par les travailleurs tunisiens à l'étranger	29,5 %	13,1 %	8,6 %
Ensemble	26,6 %	15,4 %	5,6 %
Taux d'inflation du PIB	9,1%	7,9%	9,9 %
Ensemble à prix constants	16,0 %	7,0%	-3,7 %

Comme l'indique ce tableau, les années 1970, et plus particulièrement la première moitié de la décennie, sont caractérisées par une croissance extrêmement rapide des principales ressources en devises si bien que l'économie tunisienne a pu se constituer la capacité d'importation accrue, exigée par la désintégration croissante de son appareil économique.

Toutefois, à partir de la seconde moitié de la décennie, un essoufflement relatif commence à se manifester. Pour y pallier, l'Etat recourt à une quatrième ressource : les capitaux extérieurs.

Taux de croissance annuel des entrées de capitaux (en dinars courants).

	1971-1975	1976-1981	1982-1986
Entrées brutes	5,0 %	29,6 %	12,2 %
Solde net des entrées (Entrées brutes-Service de la dette)	1,5 %	30,5 %	3,4%

Contenu dans une limite d'une centaine de millions de dinars (M.D.) entre 1971 et 1975, le recours aux capitaux extérieurs s'élève brusquement à 229 M.D. en 1976, 336 M.D. en 1978 et 510 M.D. en 1981.

Ceci permet, dans un premier temps, de faire face à l'accroissement des importations exigé par le nouvel appareil productif et de maintenir même un niveau relativement élevé d'investissement.

Cette quatrième ressource connaît cependant, à son tour, un épuisement à partir des années 1980; la croissance des entrées brutes de capitaux n'est plus que de 12,2 % (contre 29,6 % entre 1976 et 1981) et, du fait de la montée rapide du service de la dette, les entrées nettes ne croissent qu'au rythme de 3,4 %.

La situation de la balance des paiements se détériore gravement :

Évolution des indicateurs d'endettement

	1976	1981	1986
Encours de la dette	611 MD	1 593 MD	4 150 MD
Taux d'endettement (encours de la dette / PIB)	32 %	38 %	59,5 %
Service de la dette	64 MD	267 MD	694 MD
Service de la dette en % des recettes courantes nettes d'importations d'énergie	11,3 %	16,7 %	30,4 %

Ce que les experts financiers internationaux appellent "seuil tolérable d'endettement" (un coefficient du service de la dette de 20 %) est largement dépassé : on en est à 30,4 %. De plus en plus, on doit emprunter pour rembourser la dette.

Si l'on rapporte non pas les entrées brutes de capitaux (celles-ci comprennent, outre les emprunts, les investissements directs étrangers et les dons) mais les emprunts extérieurs au service de la dette, force est de constater que celui-ci en a absorbé les 9/10^e au cours des années 1980 (95 % entre 1985 et 1986).

Ces chiffres, dramatiques, ne rendent que partiellement compte de la situation. Il faut y ajouter l'état de nos *réserves en devises*. Représentant 140 jours d'importations de biens et services en 1973, celles-ci ont brusquement fléchi pour ne plus en représenter que 43 jours en 1979 et plus rien à partir de 1985.

Toute la marge de manoeuvre a ainsi été épuisée : l'économie tunisienne est complètement désarmée. Au cours des années 1985-1986, ce ne sont pas seulement les biens de consommation, ni les biens d'équipement dont on a réduit l'importation mais *les matières premières, demi-produits et pièces de rechange* nécessaires à la mise en marche de l'appareil productif. *C'est désormais au gré des emprunts obtenus que les importations s'effectuent*; l'appareil fonctionne ainsi par à-coups.

En référence aux exigences méthodologiques d'une théorie des crises que nous avons précédemment exposées, nous voyons ainsi que les causes de la crise sont présentes durant la période de la croissance économique que la Tunisie a connue au cours des années 1970. Si donc le système a cessé de croître, c'est parce que les variables déterminantes qui ont pu se correspondre pendant un temps, ont connu des rythmes d'évolution de plus en plus différents, de sorte que leur combinaison est devenue sans cesse moins aisée, plus coûteuse. L'énergie qui a mû le système pour entretenir sa capacité d'élargissement s'est donc épuisée, laissant place à un "désordre" croissant.

La question qui se pose maintenant est de savoir si cette énergie épuisée est capable de reprendre corps rapidement, de sortir le système de la crise.

Pour que cela soit possible, il faut :

- soit que l'appareil économique se reconstruise, se recentre pour être plus intégré, moins dépendant des importations;
- soit que l'économie retrouve une capacité d'importation suffisante pour être en mesure de fournir à l'appareil productif les inputs importés dont il a besoin.

La première alternative n'est pas impossible mais *elle exige*, à la fois *du temps* et, surtout, une *reformulation fondamentale du rôle de l'Etat*. En effet, comme le souligne le rapport de l'A.P.I., "à la différence des entrepreneurs d'un pays développé de l'ère industrielle, l'entrepreneur d'un pays "en voie de développement" peut difficilement accéder par ses propres moyens aux projets de deuxième génération (de biens d'équipement et de demi-produits en général) car il doit faire face à la fois au retard technologique de son pays et à la concurrence internationale.

Ces deux handicaps historiques font que la rentabilité micro-économique de ce deuxième type de projet n'est pas assurée, bien que leur nécessité au niveau national s'impose. Aussi, les entrepreneurs privés ne se précipiteront-ils pas pour investir dans ces activités sans une *intervention déterminante de l'Etat* en vue de la définition des grandes orientations, des filières stratégiques, des complémentarités régionales, des garanties de marché, des unités motrices, de l'infrastructure...

Cela s'est vérifié dans tous les P.V.D. les plus avancés (y compris ceux à économie libérale tels que Taïwan, Corée du Sud...) qui ont pu surmonter ces handicaps⁽¹¹⁾.

(11) "Réflexions pour une relance industrielle". Agence de Promotion des Investissements. Novembre 1983, pp. 4 et 5.

Quant à la deuxième alternative (une grande capacité d'importation retrouvée), elle est très fortement improbable. En effet, sur les quatre ressources fondamentales de devises que compte la Tunisie (et qui ont été à la base de l'élargissement de sa capacité d'importation pendant un temps), seules les recettes touristiques peuvent (mais cela n'a rien d'inéluctable) connaître à court terme un renouveau. Les trois autres sources sont *appelées, dans leur ensemble, non point à stagner, mais à baisser* :

— *les recettes pétrolières* seront négatives à partir de 1991 sous l'effet d'une forte réduction de la production et des réserves et de l'accroissement de la consommation. Le ministère du Plan évalue le déficit de la balance énergétique à 80 millions de dinars en 1991 sur la base d'un prix du baril à 17 dollars US;

— *les revenus transférés par les travailleurs tunisiens à l'étranger* ne connaîtront probablement pas d'accroissement en raison de l'augmentation du chômage dans les pays d'accueil et des phénomènes de retour ainsi que de l'installation durable de cette catégorie de la population avec les autres membres de sa famille;

— *les ressources en devises procurées par le recours aux capitaux extérieurs*, enfin, sont, elles aussi, appelées à se comprimer drastiquement du fait de l'ampleur des remboursements et de l'assèchement du marché financier international. D'ailleurs les prévisions du VII^e Plan 1987-1991 tablent sur un montant global d'emprunts extérieurs de 4 900 MD contre un service de la dette de 4 014 MD, soit un solde positif d'à peine 150 MD par an.

L'analyse qui vient d'être présentée porte à croire que la crise que vit l'économie tunisienne est profonde et qu'elle est appelée à être durable. Même si cette analyse a la prétention d'être plus pertinente que celle proposée par les officiels et la Banque Mondiale, nous avons la conviction que les facteurs qui ont été dégagés, méritent, à leur tour, d'être creusés, expliqués. Au stade actuel de la recherche, il est possible d'avancer, parmi les éléments explicatifs de la baisse du rendement des investissements et de la désintégration du système productif et ce, à titre d'hypothèses, les éléments suivants :

— Une montée, depuis la fin des années 1970, des investissements lourds et d'infrastructure dont la rentabilité n'est pas immédiate, mais différée : ainsi en est-il des barrages, des réseaux d'assainissement, des centrales électriques, des métros (Tunis et Sahel), de la chimie lourde, des grandes cimenteries... dont le coût s'élève à plusieurs centaines de MD.

— Une sous-utilisation de plus en plus manifeste des capacités de production :

- dans les industries manufacturières du secteur privé où, bien avant la crise, 50 à 60 % des capacités étaient inutilisées selon le Ministère du Plan,

- dans le tourisme où les investissements ont continué à progresser au rythme annuel de 18 % (à prix constants) au cours des années 1980 alors que la valeur ajoutée y régressait de près de 2,5 % par an,

• dans les périmètres publics irrigués⁽¹²⁾ où le taux d'intensification se limite à 70 % alors que la norme acceptable devrait se situer à 130 %.

L'inefficacité, comme on le voit, n'est pas le seul apanage du secteur public.

Les problèmes de fond résident, à notre sens, dans le fait :

— d'une part, que l'Etat s'est évertué à créer de toutes pièces une classe d'entrepreneurs (la politique économique au cours des années 1970 considérait que c'était là un objectif "stratégique") moyennant les subventions, les crédits et les encouragements les plus divers avec, de surcroît, une garantie de profits (pratique des "prix homologués" ou "auto-homologués") même en cas d'utilisation très réduite des capacités de production et, ceci, sans aucune exigence en contrepartie, surtout en matière d'achats locaux. Le résultat est qu'on a créé, pour l'essentiel, des commerçants-importateurs déguisés en industriels : la désintégration croissante de l'appareil productif est l'expression la plus manifeste de ce processus;

— d'autre part, que des gaspillages de plus en plus gigantesques ont été générés par des projets publics extrêmement onéreux, sans justification économique ou sociale et par une Administration de plus en plus bureaucratique, désorganisée et inefficace.

Pour rendre compte de la crise, nous avons avancé deux facteurs fondamentaux : la baisse croissante du rendement des investissements et l'intégration de moins en moins assurée de notre appareil productif alors que, comme nous l'avons vu, le discours néo-libéral met l'accent sur la surconsommation et le recul des exportations.

Pour illustrer notre point de vue, nous présenterons un exemple chiffré.

Sur la base du stock de capital disponible en 1986 (22 417 MD) et d'un rendement du capital de 50 % (soit un taux inférieur à celui prévalant lors de la première moitié des années 1970⁽¹³⁾) le PIB de 1986 se serait situé à 11 209 MD à comparer avec les 7 025 MD enregistrés de fait la même année. Cela veut dire que le niveau de la consommation actuelle aurait été faible, particulièrement faible et qu'il aurait engendré une très grave crise de surproduction !

On pourrait à cela rétorquer que la production d'un tel niveau de richesses aurait exigé un volume d'importations insupportable pour l'économie du pays. Certes, mais si l'on prend, non pas un taux d'importation de 40 % comme c'est le cas actuellement en raison de la désintégration économique accélérée, mais un taux "acceptable" de 23 % (c'est-à-dire supérieur à celui prévalant, au début des années 1970 et supérieur à celui prévalant aujourd'hui dans l'ensemble des pays d'Amérique Latine), le volume d'importations requis pour un PIB de 11 209 MD serait de 2 578 MD, soit une centaine de MD de moins que le volume effectivement importé en 1986. Sans compter

(12) Les périmètres publics irrigués sont ainsi appelés car ils sont irrigués à partir de barrages construits par l'Etat. Ils appartiennent en fait à des privés.

(13) Voir tableau en annexe.

les exportations additionnelles qui auraient été possibles grâce à une production nettement supérieure.

Cela veut dire que, même sans prise en considération d'exportations additionnelles, notre pays aurait eu une balance des paiements (solde courant) pratiquement équilibrée.

Ce n'est donc pas tant la consommation qu'il s'agit de comprimer que la structure productive de plus en plus inefficente qu'il s'agit de réformer; ce n'est pas tant les exportations qu'il s'agit d'accroître que les importations qu'il faut réduire en organisant une meilleure intégration.

Avancer ces idées et continuer de les soutenir est nécessaire. Cependant, les choses suivent leur cours et le Plan d'Ajustement Structurel, entré en application depuis plus de deux ans, est en train de restructurer le paysage économique et social. Et les modalités de la crise, sans changer quant au fond, subissent certaines modifications. Il s'agit d'en rendre compte.

IV. - 1986-1988 : DEUX ANNÉES DE MISE EN OEUVRE DU PLAN D'AJUSTEMENT STRUCTUREL. TENTATIVE D'ÉVALUATION

Dresser le bilan d'un Plan d'Ajustement Structurel entré en application depuis seulement deux ans est quelque peu malaisé. Tout au plus, brossons-nous un tableau des éléments marquants et essaierons-nous de suivre le cours de la crise afin de dégager les questions qui nous semblent cruciales.

Au plan de la croissance, après un recul du PIB de 1,6 % en 1986, l'année 1987 a enregistré une croissance de 5,5 % et, pour l'année 1988, il est attendu un taux de 1 %.

L'année 1987 est ainsi caractérisée par une croissance assez soutenue liée essentiellement à une excellente campagne agricole et à une reprise fulgurante du tourisme à la faveur de l'ajustement du taux de change du dinar(14) : la croissance de la valeur ajoutée agricole s'établit à + 17 %, contribuant ainsi à près de la moitié de la croissance globale, tandis que la valeur ajoutée du tourisme a enregistré une hausse de 32 %.

Les exportations de biens et services ont, elles aussi, connu une reprise remarquable avec une progression de 12,2 % et, si l'on exclut les hydrocarbures, c'est à 14,4 % que se monte le taux de croissance de ces exportations. La même année, les importations de biens et de services ont diminué de 2 %, de sorte que le solde courant de la balance des paiements s'est situé à - 300 MD contre - 560 MD en 1986, - 491 MD en 1985 et - 680 MD en 1984. Grâce à cette amélioration et à un recours plus important aux emprunts extérieurs (ceux du FMI et de la Banque Mondiale en particulier), les réserves de change ont, pour la première fois depuis 1982, connu un solde positif (+ 120 MD).

(14) C'est ainsi que, comme nous l'avons déjà vu, le dinar a perdu environ 30 % de sa parité par rapport aux principales monnaies entre décembre 1985 et août 1986 et 40 à 50 % entre décembre 1985 et août 1987.

L'année 1988 est caractérisée par une poursuite de la progression du tourisme (+ 13 % par rapport à 1987) mais par une très mauvaise campagne agricole en raison de la sécheresse et de l'invasion acridienne(15). Au total, la croissance attendue se situe à 1 %.

La situation économique et financière d'ensemble aurait été franchement sombre n'eut été la reprise des relations diplomatiques avec la Libye qui a été accompagnée par un afflux massif de touristes et de commerçants de ce pays vers la Tunisie. C'est ainsi, en effet, que l'on estime à 300 MD le montant des devises procurées par les Libyens pour l'année 1988, sans compter la valeur des produits qu'ils ont apportés(16). Des sommes assez considérables ont donc été injectées dans le circuit économique et permis à certaines régions (celles du littoral sud) et à certaines branches (matériaux de construction, mécanique, commerce...) de reprendre vie. Et si, malgré la mauvaise campagne agricole, le PIB n'a pas régressé, c'est essentiellement en raison des achats libyens.

Au total, malgré un accroissement considérable des importations alimentaires (leur niveau est estimé à 450 MD en 1988 contre 265 MD en 1987 et 287 MD en 1986), le solde courant de la balance des paiements se situera de - 200 à - 250 MD et les réserves de change connaîtront une augmentation d'environ 250 MD.

Cette amélioration de la situation des réserves de change est due, certes, à une progression notable des exportations de biens et services mais, plus fondamentalement, à un recours important aux emprunts extérieurs et à un recul sensible des investissements que la baisse des importations - de biens d'équipement en particulier - ne fait qu'exprimer.

Le recours aux emprunts extérieurs (montants exprimés en MD courants)

	1984	1985	1986	1987	1988
Emprunts nouveaux	545,2	542,8	600,0	810,0	930,0
Encours de la dette	3 150	3 180	4 150	4 540	5 070
dont : - à moyen terme	1 280	1 242	1 644	1 570	1 596
- à long terme	1 870	1 938	2 506	2 970	3 474
Dette à L.T. / Encours	49,4 %	60,7 %	60,4 %	65,4 %	68,5 %
Taux d'endettement (Dette / PNB)	50,1 %	49,5 %	59,5 %	57,7 %	60,0 %
Service de la dette	479	547	694	820	910
Service de la dette / Recettes courantes nettes d'importation d'énergie	22,1 %	24,6 %	30,4 %	29,2 %	28,9 %

(15) La valeur ajoutée agricole a reculé de 21 % par rapport à 1987; la production de céréales s'est située à 2,9 millions de quintaux contre 19 millions l'année précédente, l'arboriculture a reculé de 8 %, les cultures maraîchères de 16 %, seul l'élevage a échappé à ce sort avec un taux de croissance de 3,6 %.

(16) Ces achats ne figurent pas dans la balance commerciale bien qu'ils aient été, pour l'essentiel, expédiés vers la Libye car il n'y a pratiquement plus de contrôle douanier entre les deux pays.

Comme l'indique ce tableau, le recours aux emprunts extérieurs n'a pas décéléré, bien au contraire, depuis la mise en oeuvre du Plan d'Ajustement Structurel (PAS) puisqu'en 1987, les emprunts s'élèvent à 810 MD, soit une augmentation de 35 % par rapport à 1986 et à 930 MD en 1988, soit un accroissement de 14,8 % par rapport à 1987, ce qui a contribué à porter le taux d'endettement à 60 % environ en 1988.

Il faut toutefois souligner que la structure de la dette s'est améliorée car les prêts à long terme (moins onéreux) ont vu leur importance s'accroître aux dépens des prêts à moyen terme, de sorte que le service de la dette progresse à un rythme moins rapide que les emprunts.

La chute des investissements
(montants exprimés en MD constants aux prix de 1980)

	1984	1985	1986	1987	1988
Montant des investissements	1 236	1 134	926	830	871
Taux de croissance		-8,2 %	-18,3 %	-10,4 %	+4,9 %
Montant des investissements publics	688,8	614,2	516,9	463,7	445,7
Montant des investissements des ménages	220,8	215,8	199,1	189,4	192,7
Taux de croissance		-2,3 %	-7,7 %	-4,9 %	+1,7 %
Montant des investissements des Entreprises privées	326,4	304,0	210,0	176,9	232,6
Taux de croissance		-6,9 %	-30,9 %	-15,8 %	+31,5 %

Comme l'indique ce tableau, les investissements ont reculé de 10,4 % en 1987 par rapport à 1986, année qui avait enregistré un recul de 18,3 % par rapport à 1985, laquelle avait connu une diminution de 8,2 % par rapport à 1984. Au total, les investissements de 1987 sont donc en régression de 32,8 % par rapport à 1984. Ce recul est imputable à l'ensemble des agents – Administration, Entreprises Publiques, Entreprises privées et Ménages –, mais plus particulièrement aux Entreprises privées dont le volume des investissements ne se situe plus qu'à 176,9 MD contre 326,4 MD en 1984, soit une régression de 45,8 %.

Si le recul des investissements des années 1985 et 1986 s'explique par les mesures administratives de contingentement et de blocage de certaines importations en raison de la détérioration des réserves de change, il n'en est plus de même depuis fin 1986 avec le déblocage d'importants prêts de la Banque Mondiale et du FMI et la levée progressive des restrictions à l'importation.

Certes, comme nous l'avons déjà vu, la capacité d'importation du pays s'est considérablement amenuisée – et ceci constitue une donnée de fond pour de longues années encore – mais il reste qu'il existe depuis près de deux ans des réserves en devises dont le volume aurait permis l'importation de biens d'équipement et de produits intermédiaires d'une quantité bien supérieure à celle jusqu'ici enregistrée.

Depuis la mise en place du PAS, on assiste donc à un *déplacement relatif* du goulot d'étranglement, car c'est moins les réserves de change qui constituent le facteur de blocage que la reprise des investissements. Si les réserves en devises demeurent inutilisées faute de demande d'investissement, les raisons nous semblent résider fondamentalement dans les thérapeutiques mêmes du PAS qui ont dressé des obstacles de taille face aux investisseurs. Ces obstacles à l'investissement sont :

- la restriction de la demande intérieure;
- le niveau très élevé des taux de l'intérêt qui entraînent un accroissement sensible du coût du crédit des entreprises et une préférence pour le placement spéculatif au détriment de l'investissement;
- la libéralisation rapide des échanges extérieurs qui menace tout investisseur de faillite pour peu que le bien qu'il entend fabriquer puisse être produit, dans n'importe quelle contrée du monde, à des coûts plus bas ou, simplement, exporté à un prix artificiellement bas ("dumping");
- plus fondamentalement, la reprise des investissements bute sur le *dessaisissement des Pouvoirs Publics de tout projet sociétal de développement et de toute stratégie à moyen et long termes*(17). La confiance dans le seul marché pour canaliser les ressources interdit à l'Etat d'élaborer et de mettre en oeuvre une stratégie de développement permettant de doter l'industrie tunisienne des filières d'avenir que les entrepreneurs privés, livrés à eux-mêmes, sont incapables de mettre en place. Car, comme nous l'avons déjà vu, depuis le début des années 1980, on assiste à un essoufflement, une "saturation" des industries banales, répétitives, qui ont été à la base de la croissance du secteur privé, et seule la mise en place des industries de deuxième génération (industries de biens d'équipement, de semi-produits...) est en mesure de donner naissance à une deuxième vague industrielle et à un foisonnement de multiples unités économiques et permettra de dépasser le "seuil" sur lequel butent les initiatives privées depuis de nombreuses années.

Cette chute des investissements a pour corollaire une insuffisance manifeste en matière de créations d'emplois pour faire face à la progression soutenue des effectifs de jeunes, affluant sur le marché de l'emploi : alors que la demande additionnelle d'emplois se situe à 70 000 par an, il n'aura été créé que 35 000 en 1987 et, au mieux, une quarantaine de milliers en 1988.

Depuis l'entrée en application, la situation s'est ainsi détériorée et le taux de chômage, qui était d'environ 15 % doit avoisiner les 17 % en 1988.

Quant au pouvoir d'achat des salariés, qui s'était détérioré de 15 à 20 % entre 1983 et mi-1986, il a connu une nouvelle baisse car depuis l'entrée en application du PAS, l'indice officiel du coût de la vie a enregistré une augmentation de 18 % tandis que le SMIG n'a été revalorisé que de 10 % et que les agents de la Fonction Publique n'ont bénéficié que d'une augmentation de la prime de rendement dans une limite de 3 % de l'ensemble des

(17) C'est ainsi que l'expriment eux-mêmes les industriels en toute occasion.

traitements et salaires. Entre août 1986 et septembre 1988, la perte de pouvoir d'achat se situe à 7 % pour les Smigards et à 13-15 % en moyenne pour les autres salariés et, au total, depuis 1983, c'est à 30 % environ que s'élève la détérioration des salaires réels.

Cette montée du chômage et cette réduction du revenu des salariés sont sans précédent depuis l'indépendance. Ces maux frappent de nombreuses franges de la population, mais ils sont vécus avec encore plus d'intensité par les catégories les plus pauvres, celles dont le statut est le plus précaire. C'est, en effet, dans celles-ci que le chômage sévit en premier lieu (la compression drastique des effectifs du secteur des bâtiments et travaux publics où travaillent le plus de salariés précaires en est un signe éclatant) et ce sont elles qui, livrées aux lois du marché, sont contraintes de travailler à un salaire de misère, souvent inférieur au SMIG. Aujourd'hui, de nombreux indices font ressortir un recul sensible de l'état nutritionnel de cette population, une réduction du poids et de la taille mêmes des enfants.

CONCLUSION

La crise économique que connaît l'économie tunisienne depuis quelques années est sans précédent depuis l'indépendance. La montée du chômage, la détérioration du pouvoir d'achat des salariés et de l'état nutritionnel des catégories les plus pauvres, la réduction sensible de la croissance et le niveau d'endettement record dans lequel le pays est enfoncé en sont les signes les plus marquants.

Les facteurs que nous avons mis à nu pour expliquer les causes de cette crise et les contraintes qui sont aujourd'hui à l'oeuvre, rendent particulièrement difficile, pour ne pas dire impossible une sortie rapide de la crise.

Mais si la marge de manoeuvre est étroite, il reste qu'une issue à moyen terme à la crise doit être mise en oeuvre dès aujourd'hui.

Il faudrait, pour cela, que notre pays ait établi un diagnostic sans complaisance des causes de sa crise, et qu'il engage résolument dans une voie de sortie de crise en se dotant d'une vision stratégique à moyen et long termes et que, dans le court terme, il s'attache à éliminer ou, du moins, contenir les effets les plus dévastateurs de cette dépression au moyen d'une politique conjoncturelle adéquate.

Tel ne nous semble malheureusement pas le cas de la politique économique en vigueur, celle "inspirée" par la Banque Mondiale et le FMI. Le libéralisme extrême qui la caractérise est en train de renforcer les mécanismes de marginalisation et de polarisation sociales et de faire supporter au pays des chocs économiques, sociaux et humains qui auraient pu lui être épargnés. Les "thérapeutiques" qui sont en oeuvre constituent en vérité des obstacles aux initiatives privées et la confiance exclusive dans le marché pour sortir le pays de sa profonde récession interdit à l'Etat et à la société

d'élaborer, et de définir, les grandes lignes d'un projet économique et sociétal d'avenir.

D'essence monétariste, ces "thérapeutiques" particulièrement douloureuses n'ont pas été appliquées dans les pays les plus développés dirigés pourtant par des coalitions conservatrices et néo-libérales déterminées. C'est ainsi qu'en Angleterre et plus particulièrement aux Etats-Unis, on assiste, contrairement aux discours, à une augmentation du Budget de l'Etat, à un accroissement record des déficits et à une montée du protectionnisme. Le néo-libéralisme extrême recommandé aux pays du Tiers-Monde y aurait-il plus de vertus que dans les pays capitalistes les plus développés ?

La réponse à cette question appelle à une remise en question de l'ordre économique mondial qui se profile depuis le début des années quatre-vingt. Un ordre dramatique pour les pays pauvres mais qui ne profite qu'à une couche minoritaire de gros financiers, un ordre contraire aux intérêts bien compris de l'ensemble de la planète.